

ÉDITORIAL

La Division des forêts et des produits forestiers de la FAO, le précurseur du Département des forêts actuel, a été établie à la fin du printemps 1946 – la FAO célèbre donc en 2006 le soixantième anniversaire de sa foresterie, prolongeant ainsi les manifestations organisées pour son propre anniversaire en 2005. A cette occasion, nous avons estimé qu'il était approprié de traiter, dans le présent numéro, une série de thèmes plutôt qu'un seul. Ils vont de la formulation des politiques aux travaux sur le terrain. Nous espérons que ce numéro offrira des informations utiles à chaque lecteur.

Le premier article, écrit par D. Kneeland, examine les progrès accomplis et les défis affrontés par le secteur forestier 60 ans plus tard, montrant comment la FAO a su adapter son travail à un monde en évolution. Il évoque brièvement les 50 premières années – intégralement couvertes dans un numéro d'*Unasylva* en 1995 – et se penche ensuite sur les faits nouveaux qui ont caractérisé les 10 dernières années en diverses matières: création d'institutions, suivi et évaluation des forêts et de la foresterie et rapports à ce sujet, évolution des programmes forestiers nationaux, équilibre à établir entre les exigences de la foresterie et celles de l'agriculture, bonnes pratiques forestières et, enfin, rôle de chef de file dans le dialogue international sur les forêts.

Ensuite, dans un article stimulant adapté d'un discours liminaire prononcé lors d'une consultation d'experts sur l'établissement d'un réseau de politiques forestières, N. Byron examine les défis liés à la définition, à la mise en œuvre et au renouvellement des politiques forestières. Il étudie les différents facteurs – échecs de mise en œuvre, nouvelles priorités sociales, nouvelles occasions – qui peuvent inciter les gouvernements à changer leurs politiques. Il analyse ensuite la manière dont les organisations publiques modifient leur structure, leurs fonctions ou leurs principes pour concrétiser le changement. Le message fondamental laisse entendre qu'il est essentiel de bien comprendre les raisons de la réforme des politiques et de s'assurer qu'elle sert au mieux les intérêts à long terme de la société. Les pays peuvent – et doivent – apprendre les uns des autres afin d'éviter de répéter les erreurs du passé.

L'article suivant présente une approche réalisable visant à empêcher la production animale d'endommager l'environnement. M. Ba Diaa décrit le Projet de gestion intégrée des écosystèmes au Sénégal (PGIES), qui encourage la participation communautaire à la gestion des ressources naturelles au sein et autour des aires protégées. Le PGIES promeut l'intensification et la diversification de la production, conformément au principe qu'un élevage bien géré peut avoir un effet favorable sur l'environnement. L'auteur examine aussi les conditions nécessaires pour une gestion durable des ressources naturelles comme l'accès légal à la terre, les choix stratégiques appropriés, les institutions adéquates, la création de capacités et l'établissement de nouveaux marchés.

Au cours des dernières décennies, la gestion à assise communautaire a été reconnue de façon croissante comme un moyen prometteur d'inciter à gérer durablement les forêts. Cependant, il n'est pas toujours facile de passer de programmes centralisés à d'autres décentralisés, car les organisations locales ne sont pas toujours prêtes à affronter ces défis.

E. Raufflet et P. Moctezuma Barragán examinent les processus locaux de décentralisation de la gestion des ressources naturelles à partir d'une étude de cas qui a pour cadre le Mexique central. L'article analyse comment une coopérative paysanne (*ejido*) située dans une municipalité boisée commence à organiser la gestion dans le contexte de la décentralisation récente. L'étude examine les processus, la structure et la culture de l'*ejido* – les trois composantes générales de toute organisation – afin d'évaluer les capacités d'organisation de cette coopérative. Les stratégies qu'adopte l'*ejido* offrent des informations intéressantes pour les chercheurs, les responsables des politiques et les praticiens.

Au cours de la décennie écoulée, des centaines de milliers d'arbres ont été plantés à Kuala-Lumpur, dans le cadre d'une campagne visant à faire de la Malaisie une «nation-jardin» avant 2005. De fait, malgré l'accent mis dans le passé sur l'horticulture et l'aménagement du paysage, la plantation d'arbres a toujours représenté une priorité dans les villes malaisiennes, et les pratiques arboricoles ont continué à s'améliorer. M. Sreetheran et ses coauteurs présentent l'histoire de la plantation d'arbres dans le verdissement de la Malaisie urbaine et soulignent certains défis et perspectives de son développement.

L. Christersson et K. Verma louent ensuite le recours à la foresterie à courte révolution pour fournir des matières premières aux industries forestières et du combustible aux populations, tout en conservant les forêts naturelles. Une série d'exemples, relatifs à des pays développés aussi bien qu'en développement, montrent les mérites et les utilisations de la foresterie à forte densité, où le plein potentiel de croissance des arbres se réalise par l'optimisation des conditions hydriques et nutritionnelles, l'élimination de la concurrence des plantes herbacées et d'autres espèces arborescentes, et la prévention des dommages biotiques et abiotiques. Les plantations à courte révolution peuvent être établies sur des terres agricoles hors production, sur des terres soumises à la coupe rase dans les zones tropicales et tempérées et sur les terres dégradées, notamment dans de nombreux pays en développement.

Enfin, un bref exposé présente le Partenariat mondial sur la restauration du paysage forestier, une initiative lancée en 2003 par l'Union mondiale pour la nature (UICN), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et la Commission des forêts de Grande-Bretagne. La restauration des paysages forestiers est une approche pratique visant au rétablissement de l'équilibre entre les bienfaits environnementaux, sociaux et économiques des forêts et des arbres, dans une mosaïque d'utilisations des terres. Le Partenariat mondial est un réseau de plus de 24 Gouvernements et organisations qui œuvrent de concert, avec des praticiens, des communautés et des industries, au développement et au renforcement des efforts de restauration du paysage forestier.